

**Imprévisible et bricolée:
La modernisation rurale et agricole au Maroc**

**Unpredictable and Tinkered:
Rural and Agricultural Modernization in Morocco**

Zakaria Kadiri

Université Hassan II de Casablanca

Abstract: This article offers an analysis of the “modernization” of rural and agricultural Morocco from a social anthropology of development perspective. We will go beyond considering the development account as being linear by considering “a strong state before” and “a less central state after the structural adjustment policies.” We consider that other actors existed, even when the State was considered as omnipresent. We analyze three arenas where the development initiatives carried out by the State reflect the interweaving of logics and actions of other actors and by doing so the development process becomes unpredictable and tinkered. The first arena is the practice of the social sciences. More particularly, the sociological training within the agricultural engineering institutes testifies of the confrontation between the modernization model promoted by the State and the often-critical reflection provided by the social sciences.

We illustrate how the social sciences became interested in development issues and in doing so, they both contributed to building this modernization model, while criticizing the State. The second arena is that of irrigation projects which have received special attention from the State and where agricultural land allocation has been confronted with the different logics of farmers. Finally, we describe the political arena at the local level which has been marked by the mobilization of rural notables in development projects, leading unpredictably to the appearance of new profiles of rural leaders.

Keywords: Modernization, Development, Rural, Elites, Irrigation, Morocco.

L’histoire du Maroc indépendant témoigne de l’importance sociale, politique et économique accordée au développement rural et agricole. Des politiques publiques de développement ont été mises en œuvre par les pouvoirs publics avec comme objectif l’introduction du progrès technique en agriculture et la modernisation de la société rurale. Cette volonté étatique de modernisation a été confrontée aux logiques et rationalités de divers acteurs au niveau des différents territoires, objets d’actions de développement. En effet, les actions de l’État, considéré dans sa pluralité de logiques, ont entrecroisé celles des acteurs comme les agriculteurs et les notables locaux, mais également celles des ingénieurs et enseignants-chercheurs en

sciences sociales impliqués dans la formation agricole des futurs agents de développement et menant leurs recherches dans les territoires ruraux.

Cet article propose une analyse portant sur la “modernisation” du Maroc rural et agricole sous l’angle de la socio-anthropologie du développement. Nous considérons le développement comme un processus de changement social se rapportant à une communauté, un groupe social ou un territoire déterminé.¹ Dans le domaine du développement, l’État a été considéré pendant longtemps comme l’acteur central. Pourtant, les approches en sociologie de l’action publique et du développement mettent de plus en plus l’accent sur l’incapacité de l’État à exercer le rôle d’“acteur central du développement” et sur la maîtrise imparfaite qu’il exerce sur la société civile.² Ces approches se réfèrent à deux grandes séquences historiques. D’une part, les États post-indépendants avaient besoin de se construire et de se développer, amenant les institutions publiques à investir, financer et agir avec des prérogatives tendant vers leur monopolisation de la mise sur agenda et la mise en œuvre des politiques. D’autre part, depuis les années 1980, les plans d’ajustements structurels ont impulsé le redéploiement des États en faveur du secteur privé et de la société civile, accélérant ainsi le penchant vers des politiques néolibérales.

Dans cet article, nous dépasserons une prise en compte linéaire des acteurs qui décrirait leurs actions en considérant “l’État fort avant” et “l’État moins central après les politiques d’ajustement structurel.” Nous considérons que l’action d’autres acteurs existait, y compris quand l’État était considéré comme omniprésent, et inversement certains acteurs de l’État restent fortement présents, y compris après leur supposé désengagement. Par ailleurs, il est théoriquement peu satisfaisant de fonder une analyse sur la domination d’un seul acteur, y compris l’État. “Toute forme de domination externe entre nécessairement dans les espaces de vie actuels des individus et des groupes sociaux qu’elle affecte, et est de ce fait transmise et transformée par ces mêmes acteurs et structures.”³ Nous considérons que l’action de développement a toujours fait l’objet d’entrecroisement d’acteurs multiples dont l’État. D’ailleurs, des acteurs comme les notables ruraux, symbolisant le pouvoir politique et social, ont été présents bien avant la colonisation du Maroc et ont interpénétré les arènes politiques et sociales, grâce notamment

1. Jean-Pierre Olivier De Sardan, *Anthropologie et développement. Essai en socio-anthropologie du changement social* (Paris: APAD-Karthala, 1995), 221; Gilbert Rist, “L’invention du développement,” in *Le développement. Histoire d’une croyance occidentale*, ed. Gilbert Rist (Paris: Presses de Sciences Po, 2001), 115-32.

2. Patrick Hassenteufel, *Sociologie politique: L’action publique* (Paris: Armand Colin, 2009), 294.

3. Norman Long, “Du paradigme perdu au paradigme... retrouvé? Pour une sociologie du développement orientée vers les acteurs,” *Bulletin de l’APAD*, 7 (1994): DOI : <https://doi.org/10.4000/apad.2183>.

à leur forte capacité d'intermédiation et leur lien fort avec les institutions publiques. Ils ont souvent pesé dans les choix faits par l'État en ce qui concerne le développement rural.⁴

Pour cela, nous décrivons l'action de développement dans des arènes de confrontations entre des acteurs différents:

“Ces arènes représentent le terrain sur lequel la logique de l'État central, représentée localement par les agents de ses différents services, doit se confronter et négocier avec d'autres logiques d'action politique et avec diverses représentations locales du politique, de l'autorité, de la souveraineté et du pouvoir.”⁵

Nous prendrons l'exemple de trois arènes pour analyser l'action de développement au Maroc et comment en entrecroisant les logiques et actions d'autres acteurs elle devient imprévisible. La première arène est celle de la pratique des sciences sociales, notamment à travers la formation sociologique au sein des instituts des ingénieurs agronomes qui rend compte de la confrontation entre le modèle modernisateur de l'État et la réflexion souvent critique des sciences sociales. Nous verrons comment les sciences sociales se sont intéressées aux questions de développement et en ce faisant, elles ont à la fois contribué à construire ce modèle de modernisation, tout en critiquant l'État. La deuxième arène est celle des projets d'irrigation qui ont bénéficié d'une attention particulière de l'État et où l'action d'aménagement des terres agricoles a été confrontée aux logiques différentes des agriculteurs.⁶ Enfin, nous décrivons l'arène politique au niveau local qui a été marquée par la mobilisation des notables ruraux dans les projets de développement.⁷ Nous décrivons dans cet article comment certains effets “imprévisibles” de la modernisation se sont manifestés par l'apparition de nouveaux profils de leaders ruraux.

4. Rémy Leveau, *Le fellah marocain, défenseur du trône* (Paris: Éditions de la Fondation Nationale des Sciences politique, 1976), 235.

5. Thomas Bierschenk, Jean-Pierre Chauveau et Jean-Pierre Olivier de Sardan. *Courtiers en développement. Les villages africains en quête de projets* (Paris: Karthala, 2000), 329.

6. Paul Pascon, “De l'eau du ciel et l'eau d'État. Psychologie de l'irrigation,” *Hommes, Terre et Eaux* 8, 28 (1978): 3-10; Zakaria Kadiri et al., “Projets d'aménagement et développement territorial. Le cas du périmètre irrigué du Moyen Sebou au Maroc,” *Pôle Sud* 35 (2011/2): 77-96.

7. Leveau, *Le fellah marocain*; Mohamed Tozy, “Leaders et leadership. Configurations complexes, ressources politiques et influence potentielle des leaders dans le cas de l'Oriental marocain,” in *Développement rural, environnement et enjeux territoriaux: Regards croisés Oriental marocain et Sud-est tunisien*, eds. Pierre Bonte, Mohamed Elloumi, Henri Guillaume, Mohamed Mahdi (Casablanca: La Croisée des Chemins, 2010), 363-78; Zakaria Kadiri, Mohamed Tozy et Mohamed Mahdi, “Jeunes fellahs en quête de leadership au Maroc,” *Cahiers Agricultures* 24 (2015): 428-34.

Le développement par la modernisation

Au Maroc, les politiques de modernisation ont été adoptées afin d'engager les sociétés rurales dans un changement social vers une société dite moderne. Pourtant, la sociologie critique a remis en cause cette vision en associant la modernisation à un processus de changement imprévisible car ne pouvant être contrôlé.⁸ La modernisation volontariste de la société a été mise en œuvre en milieu rural dans le cadre de programmes étatiques fortement centrés sur le développement agricole tels que les Plans quinquennaux, la politique de la réforme agraire, la politique d'irrigation et récemment le Plan Maroc Vert qui se veut une modernisation par les filières de production agricoles.

La mise en place des projets de modernisation a pris deux formes technique et institutionnelle. La première portait sur l'introduction de technologies et d'innovations notamment dans le domaine de l'irrigation où l'action de l'État a été la plus importante en termes de moyens humains et financiers.⁹ Pour accompagner cet investissement dans l'infrastructure, l'État s'est appuyé sur une formation agricole où les sciences sociales étaient présentes. Cette formation a adopté une "pédagogie du réel" dans l'enseignement de la sociologie rurale et du développement, notamment par un système de stages pratiques.¹⁰ La deuxième forme institutionnelle a concerné la mise en place d'abord de l'Office National d'Irrigation, puis les Offices de Mise en Valeur Agricole, et ensuite, la tentative d'implication d'associations d'irrigants. Enfin, un réseau très large de Centres de Travaux, devenus depuis 2013 des Centres de Conseil Agricole, constituait des relais locaux du Ministère de l'agriculture jouant un rôle important dans ce modèle modernisateur.

Nous retrouvons les traces de la modernisation volontariste dans les travaux initiés depuis les années 1940 par Jacques Berque et sa fameuse théorie de modernisation du paysannat.¹¹ Au-delà du débat autour du traitement scientifique et politique de l'héritage anthropologique colonial, largement abordé dans la production en sciences sociales,¹² fort est de constater la

8. Raymond Boudon, *La place du désordre: Critique des théories du changement social* (Paris: PUF, 2004), 256.

9. Najib Akesbi et Driss Guerraoui, *Enjeux agricoles: Évaluation de l'expérience marocaine* (Casablanca: le Fenec, 1991), 150.

10. Néjib Bouderbala, "L'Institut Agronomique et Vétérinaire Hassan II et les sciences sociales," Table ronde: *Terre, terrain et disciplines, histoire sociale des sciences sociales au Maghreb* (Aix en Provence: IREMAM, 2007).

11. Jacques Berque et Julien Couleau, "Vers la modernisation du fellah marocain," *Bulletin économique et social du Maroc* 7, 26 (1945): 18-25.

12. Voir: Khadija Zahi, "La pratique de la sociologie au Maroc: Évolution institutionnelle et nouveaux défis," *Sociologies pratiques* 3 (2014): 183-92; Mohamed Tozy, "Paul Pascon: Un pionnier de la sociologie marocaine," *Sociologies* (2013): <https://journals.openedition.org/sociologies/4322>; Hassan Rachik et Rahma Bourqia, "La sociologie au Maroc. Grandes étapes et jalons thématiques," *Sociologies* (2011): <http://sociologies.revues.org/3719>.

continuité de la politique de modernisation après l'indépendance du pays en 1956 quand le slogan "la *Jmaâ* sur le tracteur" lancé par Berque fut repris dans le cadre de l' "opération labour."

La photo de feu Mohammed V sur un tracteur pour lancer cette opération de modernisation par la mécanisation est restée un symbole des politiques publiques rurales de cette époque. Les programmes et politiques de développement, qui suivront, témoigneront aussi de cette posture volontariste qui considère que le développement des sociétés rurales passerait par leur modernisation. D'ailleurs, Berque appréhendait la modernisation du paysannat comme "un fait total." Il écrivait que: "Le progrès sera total ou ne sera pas"! Pour lui, la modernisation devrait à la fois concerner le social, l'économique, le culturel, voire la santé. Au fond, il s'agissait de faire évoluer les communautés locales à ce qu'elles soient des acteurs centraux dans le développement. Cela faisait de cette approche une pionnière dans le développement de la société rurale et qui trouvera écho auprès des chercheurs des décennies suivantes. Pour Marthelot, "la réussite n'est possible que si le progrès technique est véritablement "adopté," assimilé par la cellule sociale, et non pas imposé par une administration sortie d'un autre univers, vivant d'une autre vie, car seule réussira la poussée qui se nourrit d'elle-même, qui avance dans l'avenir sans constituer pour toujours matière à tutelle: poussée de modernisation intégrale, la montée sociale doit y soutenir la montée des techniques, reconstitution, en définitive, d'un nouvel équilibre, sur les données analytiques de l'ancien."¹³

Les préoccupations scientifiques des chercheurs lors des 30 premières années après l'indépendance, n'étaient pas loin de ces questions. Les travaux pionniers de Paul Pascon reprennent aussi cette approche du "fait total" tout en apportant un regard critique sur les politiques publiques.¹⁴ Il s'agissait également du débat de fond sur la "décolonisation de la science coloniale" et de la distance à prendre par rapport à l'héritage colonial. Paul Pascon a été un des défenseurs d'une critique objective de cet héritage. Pour lui, c'est la pratique de terrain qui permettrait de remettre en cause les écrits coloniaux. Pascon a soutenu sa thèse de doctorat sous la direction de Jacques Berque, il a également écrit la postface du 2^{ème} livre de ce dernier autour des "Saksawa, 25 ans après." Pascon s'inscrivait dans ce prolongement de "la modernisation intégrale." Il faut dire que la modernisation comme objet socio-anthropologique mais aussi comme idéologie portée par des intellectuels était dominante dans les débats internationaux quand il s'agissait d'analyser les "implications sociales" du progrès technique et du développement

13. Pierre Marthelot, "Histoire et réalité de la modernisation du monde rural au Maroc," *Tiers Monde* 6, 2 (1961): 137-68.

14. Paul Pascon, "L'ingénieur entre la logique des choses et la logique des hommes: Critique de la sainte raison technique," *Lamalif* 90 (1977): 28-33.

économique sur les ruptures intervenues dans les sociétés traditionnelles. Dans cette perspective, il s'agissait surtout d'une sociologie des structures sociales et de leurs transformations.¹⁵

Quand sciences sociales et État veulent moderniser la nation

La production scientifique dans le domaine socio-anthropologique au Maroc, lors de sa période phare, de la fin des années 1960 jusqu'au début des années 1980, rend compte du modèle modernisateur de l'État marocain pour lequel les sciences sociales sont appelées au service de la construction de la "nation." De plus, en milieu rural, les politiques de développement s'appuyant sur des projets hydrauliques et de la réforme agraire offraient la possibilité aux chercheurs de renforcer une sociologie empirique à travers la réalisation d'enquêtes de terrains. D'ailleurs, après avoir été "bannie" par les pouvoirs publics en fermant l'Institut de sociologie de Rabat en 1970, il y a eu une certaine réhabilitation des sciences sociales par la demande sociale, quand les bailleurs de fonds, par exemple, exigeaient l'implication de sociologues dans les projets de développement à partir des années 1980.¹⁶

La volonté politique de moderniser la société rurale concordait avec la pratique d'une sociologie "prescriptive" et "utilitaire." Le modèle modernisateur porté par l'État stipulait l'introduction de technologies, la formation d'ingénieurs agronomes et la mise en place des institutions chargées de mettre en place la politique agricole. De leur côté, les sciences sociales, par la formation et la recherche, étaient fortement inspirées des débats progressistes voulant mettre en place des déterminants sociaux du "développement" en vue de consolider une "société moderne." Pour Paul Pascon, la sociologie "est sommée de fournir les moyens et les recettes pour transformer la société vers une fin qui est censée être bonne. Par qui ? Par le pouvoir? Par le contre-pouvoir? Par le ministère? Par le parti?"¹⁷ En cela, le modèle modernisateur de l'État et sa vision progressiste par les sciences sociales se croisaient avec une volonté forte d'agir sur la société rurale et cela malgré le fait qu'ils ne partageaient pas le même modèle modernisateur.

Les projets de développement de cette époque témoignent de cette phase de l'histoire du Maroc, notamment le projet Sebou où des scientifiques nationaux et internationaux de renom étaient impliqués.¹⁸ Dans l'action d'aménagement, l'approche scientifique croisait celle de l'État; il s'agissait

15. Georges Balandier, *Le détour. Pouvoir et modernité* (Paris: Fayard, 1985), 266.

16. Voir: Yves Goussault, "Où en est la sociologie du développement?" *Tiers-Monde* 90, 23 (1982): 237-43; Mohamed Mahdi, "Anthropologie et demande sociale: À propos des communautés de pasteurs," *Prologues* 32 (2005): 102-9.

17. Paul Pascon, "La sociologie rurale, pourquoi faire ?" *BESM* 155-6 (1986): 59-70.

18. Grigori Lazarev, *Les politiques agraires au Maroc, 1956-2006. Un témoignage engagé* (Rabat: Economie Critique, 2012), 232.

d'agir sur le rural, l'aménager, le moderniser, le mécaniser, le remembrer et dicter à sa population le modèle de comportement productiviste qu'elle doit avoir au service de la nation, pour nourrir le pays, sécuriser son alimentation, garantir une part importante de ses exportations, etc.

Avant son intégration de l'Institut Agronomique et Vétérinaire Hassan II de Rabat (IAV), Paul Pascon était un fonctionnaire de l'État affecté au service du développement, en tant que directeur de l'Office de Mise en Valeur Agricole du Haouz. Cet office, avec huit autres dispersés dans les grandes plaines et oasis du Royaume, formaient un dispositif doté de moyens humains et financiers considérables et constituaient le véritable instrument modernisateur de l'État, chargé de mettre en œuvre les grands projets d'aménagements hydrauliques et répondre aux objectifs des politiques en termes de production agricole du pays.

Dans le Haouz, Pascon "conduit des expériences de coopératives intégrales, de coopératives avec lopins individuels, de fermes de jeunes, d'adchar, équipes de construction d'habitations rurales. Il tente de créer un comité paysan de la Tessaout pour l'hydraulique: "La plupart de tout ceci a été réussi, et perdu." La raison de cet échec: la contradiction des objectifs des différentes institutions ayant des intérêts dans le Haouz, l'Office d'une part chargé de transformer l'économie locale, et le Ministère de l'Intérieur, notamment, gérant des terres collectives et dont la finalité est plutôt de conserver. L'action de l'Office n'a pas été comprise."¹⁹

La pratique de la recherche de Paul Pascon était marquée par des préoccupations de développement.²⁰ Elle correspondait plutôt à une démarche empirique où le terrain était considéré, à la fois, comme un lieu d'action et de production de la connaissance. Cette tendance sera confirmée par la suite. Son *refuge*, au sein de l'IAV Hassan II en tant que professeur de sociologie, en particulier au sein du département des sciences humaines, était un moment important de la fabrique d'une sociologie empirique au Maroc jusqu'à son décès tragique en 1985.

Tout au long de sa nouvelle vie de chercheur, il a participé avec ses collègues à la mise en place d'une offre pédagogique où les sciences sociales étaient une partie intégrante de la formation des ingénieurs agronomes. Cette offre reposait sur trois échelles: 1) une pédagogie du réel en mettant en place un système de stages, 2) des cours de sociologie rurale, sociologie de développement, institutions rurales, etc. que devraient suivre tous les

19. Pierre-Robert Baduel, "Paul Pascon (1923-1985)," *Revue de l'Occident musulman et de la Méditerranée* 38 (1984): 181-8.

20. Abdellah Herzenni, "Actualité de Paul Pascon. Recherche-action, épistémologie et déontologie," *Critique économique* 33 (2015): 39-52.

agronomes, et 3) des spécialisations au niveau des départements des sciences humaines à l'IAV Hassan II et, par la suite, de vulgarisation agricole à l'École Nationale d'Agriculture de Meknès (ENAM). Je devais bénéficier de cet héritage. Ayant suivi une première formation d'ingénieur agronome à l'ENA de Meknès, j'avais intégré au début des années 2000 le département de vulgarisation et de pédagogie agricole, un département à prédominance sciences sociales appliquées à l'agriculture. Je me rappelle des premiers cours dans ce département quand les professeurs nous racontaient leurs parcours de combattant pour pouvoir constituer un département qui ne forme ni aux techniques culturales, ni aux traitements phytosanitaires, ni à la conduite des élevages d'animaux ni à tout autre aspect lié à la production agricole.

Leur "combat," de genre classique, reprend le débat épistémologique entre les tenants des sciences "durs" et des sciences "molles," entre le "confort" des professeurs des sciences agronomiques et le désavantage de ceux qui avaient à justifier leur existence institutionnelle, et qui peinaient à démontrer l'intérêt des sciences sociales pour l'ingénieur agronome, toutes spécialités confondues, appelées à comprendre la société rurale pour mieux agir sur son devenir.

Nos professeurs se rappelaient de cette guerre farouche du début des années 1990 au sein de l'ENA de Meknès. A cette époque, leurs "collègues des sciences dures" faisaient appel à eux au bout d'une étude technique et économique pour y apporter "un peu de sociologie" afin de lui donner une certaine légitimité sociale." En nous racontant ces "petites histoires tragico-comiques," ces professeurs étaient fiers d'avoir imposé l'étude des sciences sociales dans une école d'ingénieurs. Cette situation a évolué par leur sollicitation "en aval" dans des projets de développement en réponse à la demande sociale. Pour nous étudiants, c'étaient des histoires passionnantes qui marquaient la genèse et la "fabrique" de ce que devait être notre profil: des "ingénieurs vulgarisateurs" outillés en sciences sociales.

Cette rétrospective sur la formation d'ingénieur agronome interpelle aujourd'hui un débat plus large autour du changement social. Lors de la formation initiale d'ingénieur, l'étude du changement social se centrait fondamentalement sur la modernisation de la société rurale marocaine. La fonction de cette formation étant de mettre les ingénieurs au service du développement agricole, d'en faire des vecteurs du changement et des diffuseurs de la modernité dans la société rurale. Il faut rappeler que le contenu des formations était fortement inspiré des débats internationaux dans les sciences sociales en général et avait connu plusieurs échanges et longs séjours de collègues internationaux pour contribuer à même de renforcer les sciences sociales dans la formation agricole. A l'ENA, dans les années 1990,

le passage de Gaston Lanneau et Jean-Pierre Darré a contribué à apporter un regard critique sur les questions de développement. Cela a apporté, par exemple, des analyses en psychologie sociale pour mieux comprendre les logiques d'action des agriculteurs mais également des objets d'analyses réelles et complexes sur le fonctionnement des systèmes coopératifs.

Le modèle de formation de l'ingénieur agronome, aussi bien à l'ENA de Meknès qu'à l'IAV Hassan II, contenait, et c'est le cas aujourd'hui encore, plusieurs modules de sciences sociales qui initiaient aux théories éclairant la complexité de la société rurale. Toutefois, l'enseignement de ces modules reflétait une volonté de former des facilitateurs du développement où l'ingénieur devait être familier avec des rationalités concurrentes de la modernisation, plus pour les éliminer que pour les prendre en compte dans le processus du changement qu'il souhaitait provoquer.

D'ailleurs, le cours de sociologie du développement, enseigné par Paul Pascon à l'IAV, était conçu dans une perspective d'analyse des "maux du développement" et de ses blocages, et dans un souci communicationnel sur la manière de dialoguer avec l'agriculteur et le convaincre des bienfaits de la modernisation. Une posture qui est aujourd'hui en décalage avec l'enseignement de la socio-anthropologie qui prône une distanciation par rapport aux phénomènes observés.

Ahmed Arrif, compagnon et disciple de Paul Pascon, avait réalisé sa thèse au début des années 1980 sur la formation de l'ingénieur agronome. Cette thèse, éditée en 2015 dans le cadre de la Chaire Paul Pascon, témoigne d'un début de rétrospective et réflexivité de l'équipe au sein du Département des Sciences Humaines sur le lien fort entre enseignement agricole et mise en œuvre du modèle de modernisation. Pour Arrif, "il s'agissait de porter l'interrogation générale sur les fonctions sociales de l'enseignement agricole au cœur de l'une de ses institutions d'inculcation et de diffusion afin d'analyser les modes par lesquels elle traduit à sa manière, dans sa structuration institutionnelle et dans son fonctionnement, les éléments du système de valeur constitutif du projet politique et social formalisé en des termes dits de "développement," de "modernisation" ou de "progrès" destinés au monde rural."²¹

La contribution la plus importante du département des sciences humaines a été son rôle déterminant dans la création du système des stages. Les stages resteront le symbole de cette pédagogie du réel:

"Dans les années 70, le DSH est plongé dans un engagement fiévreux pour le changement social. La théorie de référence est alors le

21. Ahmed Arrif, *La fabrique de l'ingénieur agronome. Formation technique et éducation morale. Le cas de l'Institut Agronomique et Vétérinaire Hassan II* (Casablanca: La Croisée des Chemins, 2015), 480.

marxisme et les sciences sociales sont surtout considérées comme des auxiliaires du développement socio-économique. Sans doute plus que les autres départements, en raison de la fonction davantage tribunitienne des sciences humaines, le DSH apparaît comme fortement engagé dans le débat sociopolitique.²²

Si le désir de modernisation est le tropisme de tout projet de formation agricole, le contenu de cette modernisation n'est pas univoque. Pour Pascon et ses collègues, les stages étaient l'élément angulaire de la formation des ingénieurs mais également de confrontation des univers des étudiants, des professeurs et des départements spécialisés auxquels ils appartenaient.

“Pour tous ceux qui ont vécu les années 70 à l'Institut, ce sont les stages qui ont rythmé et animé la vie de l'établissement. Car c'est à l'occasion des stages que l'on rencontre vraiment les collègues et les étudiants, que les conflits de méthodes et de personnes se cristallisent et éclatent et que les idées porteuses d'avenir apparaissent. C'est aussi pour les étudiants et pour beaucoup d'enseignants l'unique occasion de déplacements sur le terrain dans une chaude ambiance de débats collectifs.”²³

En hommage à Pascon, Sedrati, alors directeur de l'IAV, rappelait toute la portée des stages mis en place par un département spécifique, dirigé par Pascon, qui a été par la même occasion dupliqué à l'ENA de Meknès au début des années 1990:

“Envoyer plus de 400 étudiants marcher et dormir à la belle étoile pendant 7 jours dans la montagne, faire vivre 3 semaines des groupes de 3 étudiants dans des villages choisis pour leur isolement, déplacer 3 fois quinze jours dans l'année, dans une petite région, près de 200 étudiants, inviter à l'Institut une cinquantaine d'agriculteurs ayant reçu des étudiants en stage sur leur exploitation.”

Les stages servaient d'abord à emmener étudiants et chercheurs sur le terrain, à former les futurs ingénieurs mais aussi à exercer les sciences sociales en considérant la rationalité paysanne, celle des agriculteurs familiaux, et non celle des grandes fermes de type californien, comme vecteur de la modernisation et de la réforme agraire.

En cela, l'exercice de la sociologie rurale au DSH était plutôt proche de marxistes hétérodoxes tels que Tchayanov (1888-1937) et Tepicht (1908-1973), deux théoriciens de l'économie paysanne qui ont également inspiré

22. Néjib Bouderbala, *L'Institut Agronomique et Vétérinaire Hassan II*.

23. Néjib Bouderbala, “Jalons biographiques,” *Bulletin économique et social du Maroc* 155-156 (1986): 251-61.

d'autres grandes écoles de sociologie comme celle de Wageningen aux Pays-Bas,²⁴ ou encore celle d'une sociologie rurale française représentée par Henri Mendras, notamment.²⁵

La fréquentation du terrain dans le Haouz, l'échec des politiques de la réforme agraire, importantes aux yeux des scientifiques et des militants politiques de l'époque, les résistances des paysans à une rationalité jugée non bénéfique pour eux, etc., vont générer un malaise chez Paul Pascon et son équipe, malaise qui va stimuler leur quête à comprendre les échecs du développement mais aussi à rendre intelligible la société rurale. Cela va les amener à une réflexivité qui conduira par exemple Pascon à parler d'un mode de production composite pour expliquer la complexité de la société rurale marocaine.²⁶

Cette disposition théorique a été renouvelée aujourd'hui dans les méandres des amphithéâtres de l'université marocaine, sûrement dans un contexte de renouveau de l'enseignement de la sociologie au Maroc, notamment pour expliquer les différents registres d'action du Marocain. Non loin d'une analyse sommaire, voire d'un discours commun, on expliquerait aujourd'hui son comportement par sa "schizophrénie" tout en se référant à la société composite. Le renouveau de la sociologie, à travers la mise en place de départements de sociologie dans toutes les universités marocaines depuis une quinzaine d'années et du nombre croissant des étudiants inscrits, donne l'impression que la recherche en sociologie s'est "arrêtée" après le décès regrettable de Pascon, que ses écrits et sa théorie de la société composite, par exemple, ne sont pas questionnable, figée et validée une fois pour toutes.

Ayant eu l'occasion de travailler avec d'autres collègues sur les archives de Paul Pascon en 2012, on ne peut que mesurer la profondeur de son œuvre, ses dessins, ses notes de recherches et ses orientations méthodologiques. Toutefois, Pascon lui-même ne souhaiterait pas qu'on le sacralise en tant que chercheur, bien au contraire! La question est en quoi sociologiquement le modèle composite nous permet d'analyser les dynamiques sociétales dans le Maroc d'aujourd'hui? A ma connaissance, on ne trouve pas de recherches empiriques actuelles qui approfondiraient cette théorie. Pour Pascon, ce concept était plutôt une manière de constater la complexité des réalités sociales, très importantes pour sortir d'un confort intellectuel dans lequel il s'inscrivait: celui de la volonté d'agir sur la société avec un paradigme moderniste et progressiste. A la fin de sa thèse et son livre-référence sur "le

24. Jan Douwe Van der Ploeg, *Peasants and the Art of Farming. A Chayanovian Manifesto* (Canada: Fernwood Publishing, 2013), 157.

25. Henri Mendras, "L'invention de la paysannerie. Un moment de l'histoire de la sociologie française d'après-guerre," *Revue française de sociologie* 41 (3) (2000): 452-539.

26. Paul Pascon, *Le Haouz de Marrakech* (Rabat: CURS-CNRS-IAV, 1983), 693.

Haouz de Marrakech,” il reprend lui-même le propos de Berque lors de sa soutenance doctorale qui a qualifié son travail de “métathèse.” En effet, Pascon affirmait “J’ai mieux compris les groupes, les démarches, les procédures que les comportements des individus. Ils me sont encore insaisissables, vibrant entre tant de solutions et de possibilités.” Pascon n’en était qu’à ses débuts, disaient certains de ses collègues, dans le développement d’une théorie plus complexe sur la société rurale.

Les projets d’aménagement, instrument du développement

Parmi les axes majeurs qui ont intéressés les anthropologues et sociologues du rural sont les problématiques liées à l’eau d’irrigation et aux aménagements hydrauliques. Paul Pascon y a consacré sa thèse.²⁷ Pascon s’intéressa en partie aux projets étatiques pour lesquels l’État avait alloué des moyens très importants depuis le lancement de la politique des barrages et l’objectif du million d’hectare irrigué à l’horizon 2000. C’est dans les plaines, gérées par les Offices de mise en valeur agricole, que la formation agronomique devait alimenter en ingénieurs et techniciens, où cette intervention modernisatrice était la plus spectaculaire par les moyens humains et financiers consentis et leur part dans les budgets publics. Ce sont ces plaines qui devaient répondre aux objectifs de performance agricole et économique fixés par l’État.

Les projets mis en place se voulaient des projets “intégrés” dans le sens que l’État n’y apporte pas seulement l’eau d’irrigation et l’aménagement hydraulique, mais également les pistes rurales, l’électrification et l’accompagnement des agriculteurs, voire la mise en place de filières intégrées de production jusqu’à la garantie de commercialisation comme pour le sucre et le lait. Le personnel du ministère de l’agriculture était réparti sur des échelons permettant au technicien agricole d’être un acteur d’animation et de développement, connaisseur des problématiques complexes liées à l’agriculture familiale et à la vie dans le milieu rural.

Les politiques d’ajustement structurel des années 1980, amenant à un moindre engagement de l’État au profit des secteurs privés et associatifs, stipulaient que les périmètres irrigués devaient être gérés par les agriculteurs organisés en association et non plus par les services de l’administration agricole. En s’intéressant tout particulièrement à la catégorie des agriculteurs irrigants, appelés aussi bénéficiaires de ces projets, on peut se poser la question de savoir comment ces derniers s’approprient-ils ces nouveaux modèles de gestion et avec quels impacts? Beaucoup de ces associations sont restées des coquilles vides, les agriculteurs ne voulaient pas récupérer des aménagements qu’ils qualifiaient de défaillants; certains ingénieurs estimaient que ce n’était

27. Pascon, *Le Haouz de Marrakech*, 693.

pas le métier de l'agriculteur de gérer un périmètre irrigué; enfin, le ministère des finances n'a jamais accepté d'attribuer une partie de la redevance de l'eau aux associations.

Le débat international dans le domaine de la gestion de l'irrigation propose plusieurs évaluations des différents modèles de gestion. Les travaux d'Ostrom sont une référence dans l'analyse des problèmes d'organisation rencontrés dans les grands périmètres irrigués relevant de la "Grande Hydraulique," appelant à les réformer en s'inspirant de l'expérience longue et la capacité de façonnage des règles d'irrigation des communautés des montagnes et des oasis.²⁸ Au Maroc, ces périmètres irrigués communautaires ont également bénéficié d'un grand nombre de recherches mettant en évidence la capacité organisationnelle des communautés pour les aménager, les entretenir et les gérer.²⁹ Cependant, la plupart des évaluations menées par le ministère de l'agriculture sont des évaluations ex-ante/ex-post, centrées principalement sur des indicateurs quantitatifs de performances et de productivité pour mesurer l'échec ou la réussite du modèle de gestion de l'eau.³⁰ De telles évaluations ne rendent pas compte des dimensions imprévisibles du développement et qui dépassent la seule composante de gestion de l'eau pour toucher l'organisation et les structures sociales.

L'introduction de l'irrigation dans les espaces ruraux n'a jamais cessé d'être l'instrument principal de la mise en place de la politique modernisatrice. Si la Grande Hydraulique a bénéficié de la plus grande attention des politiques publiques,³¹ la Petite et Moyenne hydraulique, dans les zones plus marginales, n'a retenu l'attention de l'État que tardivement. Ce sont des espaces majoritairement situés en zone de montagne, dans le piedmont, dans les oasis et dans certaines plaines, plus petits que ceux de la Grande hydraulique. Leur potentiel agricole a été jugé par les pouvoirs publics comme étant moins important car non dédiés aux grandes productions destinées à l'exportation et où l'intervention de l'État est plus coûteuse vu la nature contraignante des terrains.

Pascon décrivait comment, dans les périmètres d'irrigation, le technicien était confronté à plusieurs rationalités des agriculteurs ou de ce qu'on peut appeler "les réalités du terrain." En face d'un projet d'aménagement par les Offices de mise en valeur agricoles, aux pouvoirs financier, administratif et

28. Elinor Ostrom, *Crafting Institutions for Self-Governing Irrigation Systems* (San Francisco: Institute for Contemporary Studies Press, 1992), 111.

29. Néjib Bouderbala, et al., *La question hydraulique. Petite et moyenne hydraulique au Maroc* (Rabat: Imprimé en Offset sur les Presses de Graphitec S.A., 1984), 397.

30. Zakaria Kadiri, Marcel Kuper et Mostafa Errahj. "Projets d'aménagement et développement territorial. Le cas du périmètre irrigué du Moyen Sebou au Maroc," *Pôle Sud* 35 (2011/2): 77-96

31. Herbert Popp, *La question hydraulique. Effets socio- géographiques de la politique des barrages au Maroc*, tome 2 (Rabat: Institut Agronomique et Vétérinaire Hassan II, 1984), 265.

technique, importants, des agriculteurs ont leurs propres logiques paysannes. Dans la “grande hydraulique,” même si le choix des cultures était obligatoire jusqu’en 1992 et les schémas d’aménagement peu flexibles aux réalités sociales, les agriculteurs résistaient à leurs manières pour la survie de leur groupe familial, diversifiaient leurs cultures afin de minimiser les risques de monopoles de marchés de commercialisation, etc.³²

Au niveau des périmètres de montagnes, les agriculteurs disposent de droits d’eau ancestraux. Il ne s’agit pas de l’eau du barrage mais de l’eau du ciel,³³ celle que les ayants droits gère depuis des générations anciennes. L’intervention de l’État ne s’y fait pas sans confrontation avec l’organisation et les structures sociales en place. Par cette intervention, qui portait souvent sur le revêtement des séguias, l’État apportait une modernisation institutionnelle en adoptant le paradigme international de la gestion participative porté par les bailleurs de fond. L’État incitait ainsi les agriculteurs à s’organiser en association d’usagers de l’eau agricole pour bénéficier de la modernisation du réseau existant et bétonner les seguias en terre.

Toutefois, les institutions collectives de gestion de l’eau (les *jmaâ*),³⁴ non conformes au statut des associations d’irrigants, se trouvaient au cœur de cette modernisation. Des tensions existent entre le modèle associatif porté par l’État et les structures sociales locales, la création des associations étant une condition suspensive pour bénéficier des projets. Entre scénarios de rejet et de cohabitation de la *jmaâ* avec les nouvelles associations, il y a moyen de faire énormément de recherches anthropologiques tant ces terrains sont multiples au Maroc.³⁵

Aujourd’hui, dans le cadre du Plan Maroc Vert et la politique agricole mise en œuvre depuis 2008,³⁶ fort est de constater que la modernisation prend toujours une dimension fortement technologique, symbolisée par l’ampleur

32. Voir: Marcel Kuper, “Des destins croisés, regards sur 30 ans de recherches en grande hydraulique,” *Cahiers Agricultures* 20, 1-2 (2011): 16-23; Nicolas Faysse, Mostafa Errahj, Marcel Kuper et Mohamed Mahdi, “Learning to Voice? Evolving Roles of Family Farmers in the Coordination of Large-Scale Irrigation Schemes in Morocco,” *Water Alternatives* 3 (1) (2010): 48-67; Mohamed Mahdi et al., “Stratégies des exploitations agricoles familiales face aux nouveaux défis de l’irrigation. Quelques hypothèses,” in *Modernisation de l’agriculture irriguée*. Actes du séminaire organisé à Rabat à l’IAV Hassan II du 19 au 23 avril 2004, eds. Ali Hammani, Marcel Kuper, Abdelhafid Debbah: <https://pdfs.semanticscholar.org>.

33. Pascon l’a appelée l’eau du barrage par référence à celle amenée par l’aménagement hydraulique et à l’eau du ciel, celle de la pluie. Voir: Paul Pascon, “De l’eau du ciel et l’eau d’État. Psychologie de l’irrigation.” *Hommes, Terre et Eaux*, 8, 28 (1978): 3-10.

34. Hassan Rachik, “Jmaâ, tradition et politique,” *Hespéris-Tamuda*, XXXIX, 2 (2001): 141-55.

35. Lahssan Bekkari, Isabel Yépez del Castillo, “L’appropriation du modèle d’association d’usagers de l’eau par une communauté villageoise du Moyen Atlas au Maroc.” *Cahiers Agricultures* 20, 1-2 (2011): 73-77.

36. Ce modèle a été également critiqué pour ses vertus inégalitaires et sa mise en œuvre qui n’a pas capitalisé sur les expériences passées. Voir: Akesbi et Guerraoui, *Enjeux agricoles*.

des subventions mises en place pour l'irrigation localisée, le "goutte-à-goutte," dans le cadre du Programme Nationale d'Économie d'Eau d'Irrigation (PNEEI). Cette technologie est considérée comme la solution de performance et de rationalisation de la main d'œuvre et de l'économie de l'eau dans un contexte mondial marqué par des débats autour du changement climatique. Aujourd'hui, plus aucun périmètre irrigué collectif, aussi bien dans les plaines que dans les zones montagneuses ou dans les oasis, n'est aménagé sans la prise en compte de cette nouvelle technologie dite moderne. Dans un prolongement historique de la modernisation technique, on peut lire sur le site internet du Ministère de l'Agriculture du Maroc comme axe stratégique: "La modernisation de l'agriculture irriguée à travers le développement de l'irrigation localisée à grande échelle par le biais de reconversion des techniques d'irrigation existantes et à efficience limitée."

Ce choix technique n'est pas sans rappeler les mêmes choix focalisés sur la diffusion de l'innovation technique depuis les années 1970 et 1980 et s'accompagnant d'une confrontation entre savoir technique et savoir paysan qui se manifestent autour des problèmes de tour d'eau, de gestion collective de l'irrigation, de tarification et recouvrement du prix d'eau, etc. Pascon critiquait le savoir technique qui ne prend pas en compte les réalités et l'histoire locale.³⁷

A titre d'exemple, dans le Souss, du côté d'Aoulouz, où les agriculteurs irriguaient par des droits d'eau moyennant des *seguias*, un projet envisage l'élargissement de l'irrigation à 4480 ha et la mise en place de 7 associations d'irrigants regroupés en une fédération.³⁸ Le schéma de gouvernance répond à une négociation avec le bailleur de fonds pour une meilleure participation de la population locale dans la gestion de l'eau d'irrigation. La composante technique répond à la politique nationale d'économie de l'eau de l'irrigation en goutte-à-goutte. Dans ce contexte, le devenir des droits d'eau préexistants des agriculteurs n'est pas clair et aucune réponse n'est fournie à ce sujet au principal acteur du projet: l'agriculteur. L'administration stipule que "les droits d'eau seront préservés et le projet n'apportera qu'une quantité d'eau de plus qui permettra aussi de desservir les terres n'ayant jamais été irriguées." Les agriculteurs se posent des questions sur "comment y aurait-il préservation des droits d'eau alors que le projet sera aménagé en goutte à goutte et supprimera les *seguias*!," ou encore "est-ce qu'il aura les *seguias* ou les tuyaux de goutte-à-goutte?"

37. Paul Pascon, "Le technicien, entre "bricolage" et les "bavures." Critique de la sainte raison technique," *Revue de l'ANAFID* 7 (1974): 16.

38. Avec Lisa Bossenbroek et Annabelle Houdret, nous avons mené une enquête terrain par entretiens et observation directe entre 2016 et 2018 auprès de différents agriculteurs et associations d'irrigants.

Par ailleurs, le schéma hydraulique de ce périmètre témoigne de la complexité des installations qui seront mis en place: entre canaux, bassins, stations de pompage et un coût d'énergie très important, la nécessité de compétences techniques et humaines est une composante importante pour le bon fonctionnement du futur périmètre. Or, les associations du périmètre ne disposent aucunement de ces capacités et compétences et se sentent désappropriés de leur projet d'irrigation: "Gérer un débit d'un mètre cube demande en effet des compétences ponctuelles;" il faudra "payer les services techniques d'un personnel dédiés aux tâches techniques et de gestion (aiguadiers, chefs de réseaux, agents de stations, etc...)."

Enfin, le changement des systèmes irrigués est une opération délicate et souvent sous-estimée en passant de l'irrigation gravitaire au goutte à goutte.³⁹ Le processus d'accompagnement à l'adoption du goutte à goutte comme innovation technique et du cadre de l'association comme innovation institutionnelle devrait être réalisé avant même le lancement des aménagements hydrauliques afin de fournir l'opportunité d'apporter des modifications au schéma technique; à l'opposé on est dans le même schéma d'intervention depuis les années 1970 où la modernisation passe par la technique et non pas par l'humain qui n'est considéré qu'à posteriori.

Les élites rurales: Une convoitise de l'État développeur

Dans une recherche doctorale réalisée entre 2007 et 2012,⁴⁰ je m'étais intéressé à la rencontre entre un projet étatique d'irrigation, et un territoire rural dans la région du Fès-Taounate au Nord du Maroc. Ce projet était initialement conçu comme un périmètre de grande hydraulique, mais mis en œuvre dans le cadre du paradigme international de la Gestion Participative de l'Irrigation, entraînant un transfert de la gestion vers des associations d'irrigants. Particulièrement, l'analyse a porté sur les configurations des acteurs du projet d'aménagement et leurs enjeux locaux.

Le projet d'irrigation initial porté par les pouvoirs publics s'est progressivement ouvert à d'autres acteurs que les services de l'État, telles que les associations d'irrigants, les coopératives, les leaders locaux. Certaines associations d'irrigants ont progressivement pris en main la gestion du réseau d'irrigation (distribution de l'eau, recouvrement des redevances, entretien, etc.) et devaient s'approprier une infrastructure d'irrigation conçue dans

39. Maya Benouniche, Marcel Kuper, Ali Hammani et Harm Boesveld, "Making the user visible: analysing irrigation practices and farmers' logic to explain actual drip irrigation performance," *Irrigation Science* 32, 6 (2014): 405-20.

40. Zakaria Kadiri, "L'action publique à l'épreuve de la participation. Généalogie du projet d'irrigation du Moyen Sebou au Maroc," (Thèse pour obtenir le grade de docteur, Aix-Marseille Université, 2012), 329.

une optique de grande hydraulique. Parallèlement, des coopératives se sont progressivement mises en place pour la collecte du lait, la vente à un industriel et la redistribution des prix de vente aux adhérents. Dans ce contexte, et malgré les nombreuses difficultés de gestion rencontrées, de nouvelles formes de leadership ont émergé.⁴¹ De jeunes agriculteurs instruits ont fait leur preuve à travers leur gestion des coopératives et la gestion de l'eau d'irrigation par des associations. Dès lors, une certaine compétition de leadership s'installe, y compris dans l'arène politique locale. Le passage à la gestion associative de l'eau révèle donc des enjeux locaux liés aux structures et à l'organisation sociale et territoriale. Au cours de ce processus, des leaders et des institutions se croisent dans un processus stimulé par l'arrivée de l'aménagement.

L'analyse de la situation du périmètre d'Aoulouz (2016-2018), mentionné ci-haut, permet également de constater que l'action d'aménagement devient une arène pour exprimer des conflits qui dépassent la seule question de l'irrigation. En effet, parmi les sept associations d'irrigants créées dans le cadre du projet, les agriculteurs de quatre associations, en amont de la rivière du Souss, disposent historiquement de droits d'eau. Ces dernières ont déjà été organisées dans le cadre d'une seule association appelée Aoulouz, depuis 2000. L'arrivée du projet a conduit à la division de cette association en 4 autres associations faisant réapparaître d'anciens conflits et tensions entre les grands détenteurs de droits d'eau, fortement politisés localement, et les bénéficiaires futurs de l'irrigation par l'aménagement. Les premiers voyaient leur pouvoir fragilisé et résistaient au projet dans son ensemble, conduisant à une confrontation entre les différents leaders.

Dans la recherche de Rémi Leveau sur le fellah marocain qu'il présente comme défenseur du trône,⁴² la figure du notable rural était centrale dans l'équilibrage des forces politiques par le pouvoir central entre les élites urbaines et rurales. La monarchie avait notamment mobilisé les élites rurales pour contrecarrer un mouvement national fortement ancré dans les grandes villes. D'ailleurs, le titre de l'ouvrage de Leveau est assez trompeur car ce ne sont pas les fellahs mais les notables qui étaient mobilisés et qui ont bénéficié de la distribution des ressources. Sa démarche s'inscrit dans un courant politiste qui se veut en décalage par rapport aux démarches des sociologues ruralistes et qui remet en question la modernisation de la société rurale comme seule prérogative des politiques publiques agricoles. En effet, la cooptation des notables en fort lien avec les autorités locales était une manière de consolider leur ancrage local en échange de leur mobilisation en faveur des actions de l'État. Ces notables sont ancrés localement grâce à des

41. Kadiri, Tozy et Mahdi, "Jeunes fellahs en quête de leadership au Maroc."

42. Leveau, *Le fellah marocain*.

réseaux familiaux permettant une reproduction lignagère du pouvoir là où les structures d'opportunités favorisaient les capacités héritées comme le cheptel, le foncier familial ou les moyens financiers.⁴³

La thèse de Leveau est encore considérée comme étant une référence centrale dans les sciences sociales et politiques au Maroc. Là encore on peut constater, comme dans le cas de la théorie de la société composite, qu'elle est citée dans toutes les recherches "restrictives" qui expliquent la société rurale marocaine à travers la seule figure du notable. C'est comme si la société marocaine rurale s'est "arrêtée" et n'a plus changé depuis les années 1950 et 1960. Cette tendance à citer la thèse de Leveau a également pris plus d'ampleur après les mouvements du printemps arabe où des études, voire des articles journalistiques, attribuent au notable le prolongement de "l'État profond-*Addawla al 'amīqa*," ou pour expliquer que les enjeux politiques sont "verrouillés" par les notables, et donc par l'État dans les territoires ruraux.

A travers des observations conduites lors des échéances électorales entre 2009 et 2016 dans les régions de Taounate, d'El Hajeb et de Settat, notre recherche sur le changement social montrait que de nouvelles formes de leaders sont apparues compte tenu des changements sociopolitiques, économiques et démographiques que connaît le Maroc. Les nouvelles formes de leadership complexifient l'analyse sur la figure du notable. Il s'agit surtout d'aborder les ressources qui permettent à ces jeunes leaders de se positionner par rapport aux notables et inversement. En cela, nous avons identifié plusieurs types de leaders, comme le montrent les exemples des périmètres irrigués dans la région Fès-Taounate et d'Aoulouz, en les considérant comme toute personne légitimée pour ses capacités à agir au nom de son groupe et à initier l'action collective.

Actuellement, plusieurs politiques publiques au Maroc promeuvent la création d'associations de développement et de coopératives où ces jeunes leaders trouvent leurs places grâce à leur mobilisation dans l'action collective. Les résultats de nos recherches montrent que: i) les jeunes leaders sont maintenant fréquemment présents dans les associations et les coopératives; ii) les jeunes leaders mobilisent des ressources nouvelles (techniques, managériales, linguistiques, etc.) qui sont différentes de celles des notables traditionnels (grande propriété, moyens financiers, etc.); iii) les jeunes leaders arrivent à accéder à des postes de responsabilité dans les communes rurales, mais arrivent dans une moindre mesure à accéder au parlement en dehors des quotas des jeunes, notamment parce que les ressources dont ils disposent et leur liens avec les institutions de l'État, ne correspondent pas

43. Kadiri, Tozy et Mahdi, "Jeunes fellahs en quête de leadership au Maroc."

avec ce que attendent les électeurs d'un président de commune rurale ou d'un parlementaire.⁴⁴

Cette recherche a montré que le rural marocain reste très politisé contrairement à beaucoup d'a priori sur le désintérêt et la participation politique des jeunes par exemple. Dans le rural, la mobilisation politique est très forte en vue des échéances électorales; le vote des ruraux est assez décalé du vote partisan car l'appartenance à un parti politique n'est guère importante. En effet, les ruraux se mobilisent par rapport à des enjeux locaux identifiables (eau, route, école, etc.). Tels étaient les premiers constats qui nous ont permis d'analyser les élites rurales dans leur environnement et leur territoire au-delà de la comparaison des formes de leadership. Il s'agit d'un système d'interaction où l'exploitation agricole et le cheptel sont importants, où les statuts et structures sociales sont importants, et où l'organisation sociale est importante. Dans le rural, l'intermédiation est une caractéristique incontournable pour qu'un leader devienne élu. Mais cette intermédiation a beaucoup changé depuis Leveau quand le notable se positionnait comme intermédiaire entre le fellah et les institutions publiques ou les marchés. Les espaces d'intervention des élites se sont multipliés et les associations de développement sont devenues des arènes de luttes entre jeunes et notables, voire avec d'autres types de leaders. La question aujourd'hui ne concerne plus uniquement le statut du notable mais le rôle social d'un leader local.

Enfin, nos résultats montrent que devenir leader ne dépend plus, comme par le passé, des capacités héritées comme le foncier, les moyens financiers ou les liens avec les pouvoirs publics. Les jeunes leaders sont pluriactifs et revendiquent leur statut de fellah tout autant que les notables. Ils illustrent un renouvellement des répertoires de leadership. Les nouvelles structures d'opportunités sont caractérisées par l'émergence d'un mouvement associatif important depuis les années 1990 et par l'appropriation des principes de la gouvernance participative. Dans ce nouveau cadre d'exercice du pouvoir, la notabilité traditionnelle cherche à se repositionner et à se confronter à de nouveaux leaders qui, dorénavant, investissent le champ politique en faisant valoir des légitimités professionnelles. De ce fait, nous sommes devant des configurations de leaders où cohabitent des notables toujours importants sur l'échiquier local, des leaders associatifs de plus en plus nombreux, des entrepreneurs qui se sont multipliés par l'ouverture de l'économie aux privés ainsi que des jeunes leaders faisant valoir leurs capacités managériales.

44. Hind Ftouhi, Zakaria Kadiri et Mohamed Mahdi, "The Civil Society, the Commune, the Parliament: Strategies for Political of Young Rural Leaders in the Province of El Hajeb, Morocco," *Revista de Estudios Internacionales Mediterráneos* 28 (2020): 86-103.

Le développement, un bricolage continu?

L'analyse de la modernisation par la gouvernance de l'eau d'irrigation montre que l'État avait un modèle de progrès technique par l'introduction de l'irrigation comme innovation. En cela, l'agriculteur était assigné à une fonction de productivité agricole en irrigué, et cela en dépit du caractère fondamentalement familial de l'agriculture au Maroc qui renvoie à d'autres fonctionnalités de l'agriculture tels que la survie du groupe familial, le lien avec la terre en dehors de sa valeur marchande, la sécurité alimentaire, la pluriactivité comme source de revenu, etc. Parallèlement, un projet politique de développement par le maintien du monde rural était aussi au cœur de cette modernisation agricole volontariste où le notable rural était la figure de proue des structures et organisations sociales existantes.⁴⁵

En analysant le prisme de la modernisation au cœur des politiques publiques agricoles, nous pouvons constater la confrontation entre les rationalités de performance portée par l'État et celles multiples des paysans, car renvoyant aux différentes réalités sociales portées par les acteurs locaux. L'entrecroisement des acteurs autour des actions de développement montre que ces actions devraient prendre en compte le "désordre" dans les trajectoires des acteurs,⁴⁶ qui ne sont ni linéaires ni pré-figées. La socio-anthropologie du développement devrait reconnaître que si le changement social est explicable, il est aussi largement imprévisible, en tenant compte notamment de l'autonomie des acteurs et leurs multiples rationalités.

Au final, l'action collective des acteurs, en tant que confrontation et travail en commun, renvoie à un processus dans lequel les acteurs, individuellement et collectivement, sont ancrés dans les relations quotidiennes, des réseaux de réciprocité et négociation de normes culturelles qui sont bricolés en continu autour des actions de développement.⁴⁷ L'exemple de la multiplication du leadership rural est un exemple de confrontation qui a donné lieu à l'apparition de nouveaux leaders et la complexification de leurs formes, finalement sans que cela soit initialement prévu dans le cadre des actions de développement de l'irrigation par exemple.

Enfin les groupes sociaux, principalement des jeunes associatifs, sont plus en vue et remettent en question l'hégémonie des pouvoirs publics et des notables locaux, malgré leur présence forte et toujours aussi importante dans les territoires ruraux. Dans cette configuration relative à la pluralité des

45. Kadiri, Tozy et Mahdi, "Jeunes fellahs en quête de leadership au Maroc."

46. Boudon, *La place du désordre*.

47. Voir plus de détails sur la notion de bricolage: Frances Cleaver, "Reinventing Institutions: Bricolage and the Social Embeddedness of Natural Resource Management," *The European Journal of Development Research* 14, 2 (2002): 11-30.

acteurs, les jeunes ruraux sont au cœur d'un nouveau contrat social.⁴⁸ Ces groupes sociaux reflètent les transformations que connaissent les sociétés rurales qui amènent à repenser le développement des sociétés rurales non seulement comme une ressource politique forte mais aussi comme un "fardeau social et humain." En effet, les jeunes et les femmes rurales démasquent des "indicateurs de développement rural" toujours aussi faibles et projettent la volonté modernisatrice centrée sur la productivité agricole sur des problèmes sociaux vécus par ces acteurs en termes d'accès aux fonciers,⁴⁹ aux conditions de travail agricole,⁵⁰ aux ressources économiques et politiques et aux services de bases. En cela, les nouvelles réalités sociales rurales devraient amener les anthropologues et sociologues à revisiter davantage les analyses réalisées dans les années 1970 et 1980 pour un renouveau des analyses empiriques du rural au Maroc.

Bibliographie

- Akesbi, Najib et Driss Guerraoui. *Enjeux agricoles: Évaluation de l'expérience marocaine*. Casablanca: Editions le Fennec, 1991.
- Arrif, Ahmed. *La fabrique de l'ingénieur agronome. Formation technique et éducation morale. Le cas de l'Institut Agronomique et Vétérinaire Hassan II*. Casablanca: La Croisée des Chemins, 2015.
- Baduel, Pierre-Robert. "Paul Pascon (1923-1985)." *Revue de l'Occident musulman et de la Méditerranée* 38 (1984): 181-8.
- Balandier, Georges. *Le détour; Pouvoir et modernité*. Paris: Fayard, 1985.
- Bekkari, Lahssan et Isabel Yépez del Castillo. "L'appropriation du modèle d'association d'usagers de l'eau par une communauté villageoise du Moyen Atlas au Maroc." *Cahiers Agricultures* 20, 1-2 (2011): 73-77.
- Berque Jacques et Julien Couleau. "Vers la modernisation du fellah marocain." *Bulletin économique et social du Maroc* 7, 26 (1945): 18-25.
- Bierschenk, Thomas, Jean-Pierre Chauveau, et Jean-Pierre Olivier de Sardan. *Courtiers en développement. Les villages africains en quête de projets*. Paris: Karthala, 2000.
- Benouniche, Maya, Marcel Kuper, Ali Hammani et Harm Boesveld. "Making the user visible: analysing irrigation practices and farmers' logic to explain actual drip irrigation performance." *Irrigation Science* 32, 6 (2014): 405-20.
- Bossenbroek, Lisa. "Les ouvrières agricoles dans le Saïss au Maroc, actrices de changements sociaux?." *Alternatives Rurales* 7 (2019): 97-110.
- Bouderbala, Néjib, "Jalons biographiques." *Bulletin économique et social du Maroc* 155-156 (1986): 251-61.
- _____. "L'Institut Agronomique et Vétérinaire Hassan II et les sciences sociales." Table ronde: *Terre, terrain et disciplines, histoire sociale des sciences sociales au Maghreb*. Aix en Provence: IREMAM, 2007.

48. Annabelle Houdret, Zakaria Kadiri, Lisa Bossenbroek, "A New Rural Social Contract for the Maghreb? The Political Economy of Access to Water, Land and Rural Development," *Middle East Law and Governance* 9 (2017): 20-42.

49. Zakaria Kadiri et Hassan Er-rayhany, "La politique foncière de privatisation des terres collectives à l'épreuve des réalités d'appropriations et des conflits," *Alternatives Rurales* 7 (2019): 111-29.

50. Lisa Bossenbroek, "Les ouvrières agricoles dans le Saïss au Maroc, actrices de changements sociaux?," *Alternatives Rurales* 7 (2019): 97-110.

- Bouderbala, Néjib, Jeanne Chiche, Abdellah Herzenni et Paul Pascon. *La question hydraulique. Petite et moyenne hydraulique au Maroc*. Rabat: Imprimé en Offset sur les Presses de Graphitec S.A., 1984.
- Boudon, Raymond. *La place du désordre: Critique des théories du changement social*. Paris: PUF, 2004.
- Cleaver, Frances. "Reinventing Institutions: Bricolage and the Social Embeddedness of Natural Resource Management." *The European Journal of Development Research* 14, 2 (2002): 11-30.
- Faysse, Nicolas, Mostafa Errahj, Marcel Kuper et Mohamed Mahdi. "Learning to Voice? Evolving Roles of Family Farmers in the Coordination of Large-scale Irrigation Schemes in Morocco." *Water Alternatives* 3 (1) (2010): 48-67.
- Ftoui, Hind, Zakaria Kadiri et Mohamed Mahdi. "The Civil Society, the Commune, the Parliament: Strategies for Political of Young Rural Leaders in the Province of El Hajeb, Morocco." *Revista de Estudios Internacionales Mediterráneos* 28 (2020): 86-103.
- Goussault, Yves. "Où en est la sociologie du développement?" *Tiers-Monde* 90, 23 (1982): 237-43.
- Hassenteufel, Patrick. *Sociologie politique: L'action publique*. Paris: Armand Colin, 2009.
- Herzenni, Abdellah. "Actualité de Paul Pascon. Recherche-action, épistémologie et déontologie." *Critique économique* 33 (2015): 39-52.
- Houdret, Annabelle, Zakaria Kadiri, Lisa Bossenbroek. "A New Rural Social Contract for the Maghreb? The Political Economy of Access to Water, Land and Rural Development." *Middle East Law and Governance* 9 (2017): 20-42.
- Jollivet, Marcel. "La "vocation actuelle" de la sociologie rurale." *Ruralia* 1 (1997): <https://journals.openedition.org/ruralia/6>.
- Kadiri, Zakaria, Mohamed Tozy et Mohamed Mahdi. "Jeunes fellahs en quête de leadership au Maroc." *Cahiers Agricultures* 24 (2015): 428-34.
- Kadiri, Zakaria. "L'action publique à l'épreuve de la participation. Généalogie du projet d'irrigation du Moyen Sebou au Maroc." Thèse pour obtenir le grade de docteur, Aix-Marseille Université, 2012.
- Kadiri, Zakaria et Hassan Er-rayhany. "La politique foncière de privatisation des terres collectives à l'épreuve des réalités d'appropriations et des conflits." *Alternatives Rurales* 7 (2019): 111-29.
- Kadiri, Zakaria, Marcel Kuper et Mostafa Errahj. "Projets d'aménagement et développement territorial. Le cas du périmètre irrigué du Moyen Sebou au Maroc." *Pôle Sud* 35 (2011/2): 77-96.
- Kuper, Marcel. "Des destins croisés, regards sur 30 ans de recherches en grande hydraulique." *Cahiers Agricultures* 20 (1-2) (2011): 16-23.
- Lazarev, Grigori. *Les politiques agraires au Maroc, 1956-2006. Un témoignage engagé*. Rabat: Economie Critique, 2012.
- Leveau, Rémy. *Le fellah marocain, défenseur du trône*. Paris: Éditions de la Fondation Nationale des Sciences politique, 1976.
- Long, Norman. "Du paradigme perdu au paradigme... retrouvé ? Pour une sociologie du développement orientée vers les acteurs." *Bulletin de l'APAD* 7 (1994): <https://journals.openedition.org/apad/2183>.
- Marthelot, Pierre. "Histoire et réalité de la modernisation du monde rural au Maroc." *Tiers Monde* 6, 2 (1961): 137-68.
- Mendras, Henri. "L'invention de la paysannerie. Un moment de l'histoire de la sociologie française d'après-guerre." *Revue française de sociologie* 41 (3) (2000): 452-539.

- Mahdi, Mohamed, Mostafa Errahj, Mohamed Elamrani et Hassan Kemmoun. "Stratégies des exploitations agricoles familiales face aux nouveaux défis de l'irrigation. Quelques hypothèses." In *Modernisation de l'agriculture irriguée*. Actes du séminaire organisé à Rabat à l'IAV Hassan II du 19 au 23 avril 2004: <https://pdfs.semanticscholar.org/>.
- Mahdi, Mohamed. "Anthropologie et demande sociale: À propos des communautés de pasteurs." *Prologues* 32 (2005): 102-9.
- Ministère de l'Agriculture, du Développement Rural et de la Pêche Maritime du Maroc, <http://www.agriculture.gov.ma/pages/economie-de-leau>.
- Olivier de Sardan, Jean-Pierre. *Anthropologie et développement. Essai en socio-anthropologie du changement social*. Paris: Karthala, 1995.
- Ostrom, Elinor. *Crafting Institutions for Self-Governing Irrigation Systems*. San Francisco: Institute for Contemporary Studies Press, 1992.
- Pascon, Paul. *Le Haouz de Marrakech*. Rabat: CURS-CNRS-IAV, 1983.
- _____. "De l'eau du ciel et l'eau d'État. Psychologie de l'irrigation." *Hommes, Terre et Eaux*, 8, 28 (1978): 3-10.
- _____. "La sociologie rurale, pourquoi faire ?" *Bulletin économique et social du Maroc* 155-156 (1986): 59-70.
- _____. "L'ingénieur entre la logique des choses et la logique des hommes: Critique de la sainte raison technique." *Lamalif* 90 (1977): 28-33.
- _____. "Le technicien, entre "bricolage" et les "bavures." Critique de la sainte raison technique." *Revue de l'ANAFID* 7 (1974): 16.
- Popp, Herbert. *La question hydraulique. Effets socio-géographiques de la politique des barrages au Maroc*, Tome 2. Rabat: Institut Agronomique et Vétérinaire Hassan II, 1984.
- Rachik, Hassan. "Jmaâ, tradition et politique." *Hespéris-Tamuda*, XXXIX, 2 (2001): 141-55.
- Rachik, Hassan et Bourqia, Rahma. "La sociologie au Maroc. Grandes étapes et jalons thématiques." *Sociologies* [En ligne] (2011): <http://sociologies.revues.org/3719>.
- Rist, Gilbert. "L'invention du développement." In *Le développement. Histoire d'une croyance occidentale*, Gilbert Rist, 127-45. Paris: Presses de Sciences Po, 2007.
- Tozy, Mohamed. "Paul Pascon: Un pionnier de la sociologie marocaine." *Sociologies* (2013): <https://journals.openedition.org/sociologies/4322>.
- _____. "Leaders et leadership. Configurations complexes, ressources politiques et influence potentielle des leaders dans le cas de l'Oriental marocain." In *Développement rural, environnement et enjeux territoriaux: Regards croisés Oriental marocain et Sud-est tunisien*, eds. Pierre Bonte, Mohamed Elloumi, Henri Guillaume, Mohamed Mahdi. Casablanca: La Croisée des Chemins, 2010.
- Zahi, Khadija. "La pratique de la sociologie au Maroc: Évolution institutionnelle et nouveaux défis." *Sociologies pratiques* 3 (2014): 183-92.
- Van der Ploeg, Jan Douwe. *Peasants and the Art of Farming. A Chayanovian Manifesto*. Canada: Agrarian Change and Peasant Studies. Fernwood Publishing, 2013.

التحديث القروي والزراعي في المغرب: واقع قابل للتعديل لا سبيل إلى التنبؤ بنتائجه

ملخص: يقدم هذا المقال تحليلاً حول "مواضيع" القروي والزراعي في المغرب وقضاياها من منظور سوسيو أنثروبولوجيا التنمية. سنتجاوز الاعتبار الخطي للتنمية الذي يفرق بين "الدولة القوية من قبل" و"الدولة الأقل مركزية بعد سياسات التقويم الهيكلي". ونعتبر أن عمل الفاعلين الآخرين كان موجوداً حتى عندما كانت الدولة تعتبر حاضرة بقوة. سنهتم بتحليل ثلاث ميادين يعكس فيها العمل التنموي الذي تقوده الدولة التقاطع مع منطوق الأطراف الفاعلة الأخرى وأفعالها، وبذلك يتم تعديل هذا العمل ولا يمكن

التنبؤ به. المجال الأول هو ممارسة العلوم الاجتماعية، ولا سيما من خلال التكوين السوسولوجي داخل معاهد المهندسين الزراعيين، والذي يفسر المواجهة بين نموذج الدولة في التحديث والتفكير النقدي للعلوم الاجتماعية. وسنرى كيف أصبحت العلوم الاجتماعية مهتمة بقضايا التنمية، فأسهمت بذلك في الوقت ذاته في بناء هذا النموذج من التحديث مع توجيه الانتقادات للدولة. ويتعلق المجال الثاني بمشاريع السقي التي حظيت بعناية خاصة من قبل الدولة فواجهت خلالها المنطق السائد في صفوف مختلف الفلاحين. وأخيرًا، وقع الاهتمام بتحليل الساحة السياسية على المستوى المحلي التي اتسمت بتعبئة الأعيان القرويين في مشاريع التنمية، مما أسفر بطريقة غير متوقعة عن ظهور نخب قروية بملامح جديدة.

الكلمات المفتاحية: التحديث، التنمية، القروي، النخب، السقي، المغرب.

Imprévisible et bricolé: La modernisation rurale et agricole au Maroc

Résumé: Cet article propose une analyse portant sur la "modernisation" du Maroc rural et agricole sous l'angle de la socio-anthropologie du développement. Nous dépasserons une prise en compte linéaire du développement en considérant "l'État fort avant" et "l'État moins central après les politiques d'ajustement structurel." Nous considérons que l'action d'autres acteurs existait y compris quand l'État était considéré comme omniprésent. Nous analyserons trois arènes où l'action de développement porté par l'État reflète l'entrecroisement avec les logiques et actions d'autres acteurs et en se faisant elle devient imprévisible et bricolée. La première arène est celle de la pratique des sciences sociales, notamment à travers la formation sociologique au sein des instituts des ingénieurs agronomes qui rend compte de la confrontation entre le modèle modernisateur de l'État et la réflexion souvent critique des sciences sociales. Nous verrons comment les sciences sociales se sont intéressées aux questions de développement et en ce faisant, elles ont à la fois contribué à construire ce modèle de modernisation, tout en critiquant l'État. La deuxième arène est celle des projets d'irrigation qui ont bénéficié d'une attention particulière de l'État et où l'action d'aménagement des terres agricoles a été confrontée aux logiques différentes des agriculteurs. Enfin, nous décrivons l'arène politique au niveau local qui a été marquée par la mobilisation des notables ruraux dans les projets de développement, conduisant de manière imprévisible à l'apparition de nouveaux profils de leaders ruraux.

Mots-clés: Modernisation, développement, rural, élites, irrigation, Maroc.